



enfance TIERS MONDE



EDITORIAL

En Inde il y a encore toujours 4 millions d'enfants qui travaillent. C'est le nombre le plus élevé au monde. Environ quatre millions d'enfants indiens entre cinq et quatorze ans travaillent quotidiennement dans des briqueteries, usines de tapis et ateliers de couture, au lieu d'être à l'école. Les experts prétendent que tant que l'Inde ne solutionnera pas le problème du travail des enfants, elle devra relever des défis sociaux, politiques et économiques.

Dans toute l'Inde, allant des maisons cossues de Delhi jusqu'aux champs de coton de Monsanto dans l'Etat du Sud d'Andhra Pradesh, des grésières du Rajasthan jusqu'aux fabriques artificielles de Sivakasi dans le Tamil Nadu dans le Sud du pays, des millions d'enfants travaillent dur dans les restaurants, les champs, les usines et la bâtiment.

Les plus petits d'entre eux vendent de la nourriture, réparent les vélos et les pneus, cirent les chaussures, lavent les voitures ou mendient. Les usines et entreprises qui embauchent ces enfants, les privent en fait de leur jeunesse, liberté et enseignement. Des études démontrent qu'ils sont presque toujours mal payés, sous-alimentés et souvent battus.

Selon l'Organisation Internationale du Travail, le travail des enfants est une "violation des droits de l'homme", une menace pour le développement des enfants, avec potentiellement des séquelles physiques ou psychologiques pour le restant de leur vie. Les enfants indiens sont exploités de la pire manière imaginable. Dans l'agriculture, par exemple, ils doivent porter de lourdes charges et traiter les cultures avec des pesticides nocifs.

Certains experts prétendent que le travail des enfants n'est pas uniquement un problème social et attirent l'attention sur les conséquences pour l'économie

nationale. Des études suggèrent qu'il y a un lien très fort entre la pauvreté familiale et le travail des enfants. Les enfants de familles pauvres qui travaillent au lieu d'aller à l'école, diminuent leurs chances de grimper l'échelle sociale. **Le travail des enfants fait ainsi perdurer la pauvreté de génération en génération. La perte en capital humain de ce système entrave la croissance économique et le développement social.**

Le travail des enfants ne peut être éradiqué avec succès sans se focaliser sur la situation socio-économique des parents. Ceux-ci sont contraints d'envoyer leurs enfants travailler. Nos partenaires l'ont, tout comme nous, maintes fois constaté. Tout comme les experts nous plaidons pour une approche à multiples facettes avec les diverses parties prenantes.

Les autorités ont interdit le travail des enfants en 2012, mais la concrétisation de cette interdiction se fait difficilement. L'enseignement gratuit et obligatoire pour les enfants entre 6 et 14 ans a déjà été repris dans la constitution indienne et c'est une bonne chose, mais le gouvernement devrait être plus sévère quant à faire suivre cette loi. Il est également urgent de s'occuper d'un enseignement de qualité dans les écoles publiques où des millions d'enfants suivent les cours.

En conséquence, plusieurs de nos associations partenaires travaillent au rattrapage ou à la diminution du retard scolaire qu'encourent les enfants et les jeunes dans les écoles publiques gratuites. Convaincus de la grande nécessité et de la pertinence pour le développement et la stabilité de cet immense pays, nous tenons, avec votre aide, à les appuyer dans cette noble tâche. Nous vous remercions en leur nom. ■

Johanna Vandamme
Secrétaire générale

BIMESTRIEL N° 101
MARS-AVRIL 2016

REFLEXION

« Vis comme
si tu devais
mourir demain.
Apprends comme
si tu devais vivre
toujours »

Gandhi



Brièvement dans ce numéro

- | Editorial
- | L'éducation des enfants en Inde
- | Un enjeu, un tabou...

Ombres et Lumières

L'éducation des enfants en Inde.

L'Inde est actuellement le pays qui recense le plus grand nombre de pauvres, en chiffres absolus.

La Banque Mondiale a en effet estimé qu'en 2014, il y avait dans le monde 872 millions de personnes vivant avec moins de 1,78 US \$ par jour (moins de 50€ par mois !) répartis comme suit : 180 millions en Inde, 138 millions en Chine, le solde de 554 millions à diviser entre les autres pays. Cela signifie aussi qu'en Inde, 15% de la population vit «below poverty line»... (en- dessous du seuil de la pauvreté)

Déjà en 1930, le grand poète Rabindranath Tagore écrivait : «L'imposante tour de misère qui pèse sur le cœur de l'Inde repose toute entière sur l'absence d'éducation».

Où l'Inde en est-elle aujourd'hui dans sa politique d'éducation qui doit aboutir à l'éradication de la pauvreté ?

Au niveau de la législation, tout semble aller pour le mieux : le gouvernement a prévu partout des écoles gouvernementales, une obligation scolaire jusque 14 ans, la gratuité des cours et du matériel scolaire, la fourniture obligatoire d'un repas par jour aux élèves dans ses écoles...

A côté de ces écoles officielles existent des écoles privées qui elles

ne sont pas subsidiées, sont donc obligées d'exiger un minerval pour couvrir leurs dépenses et ne sont en conséquence absolument pas accessibles pour la majorité de la population.

Au niveau de la réalité, on constate toutefois :

Comme dans de nombreux pays anglo-saxons, il existe **une différence énorme de qualité** entre ces deux catégories d'école. L'école publique est très souvent vétuste, le matériel est déficient, elle est presque toujours surpeuplée, les professeurs souvent absents, ils savent qu'une fois nommés, on ne les contrôlera guère et la majorité d'entre eux ne se gêne pas pour en profiter.

Conséquences :

- les parents les plus défavorisés, souvent analphabètes eux-mêmes, considèrent que leurs enfants n'arriveront jamais à suivre et ne les envoient pas à l'école ;
- les enfants les plus défavorisés qui y sont envoyés n'arrivent effectivement pas à suivre, même s'ils sont motivés et demandent alors à leurs parents de ne plus les y envoyer ;
- les enfants, même doués, mais peu portés à étudier, sont les premiers à expliquer aux parents qu'on y perd son temps et qu'il vaut mieux

les employer à la maison...

C'est ce qu'on appelle en Inde les «drop outs», ceux qui «laissent tomber», ils sont malheureusement très nombreux.

Que peut faire notre association pour y porter remède ?

Deux possibilités nous sont offertes, nous les utilisons toutes les deux.

1. Créer des écoles privées valables, ouvertes aux plus défavorisés.

Suite à une demande émanant de la population locale, nous construisons actuellement une école (enseignement en anglais) tenue par des religieuses catholiques indiennes dans une région très défavorisée du Karnataka.

Le problème, c'est le coût : rien que les frais de construction dépasseront les 250.000 euros, nous y arriverons grâce au soutien généreux d'une fondation belge, mais nous n'avons actuellement personne d'autre susceptible de financer un second projet de cette ampleur.

2. Organiser un soutien à l'éducation pour les enfants d'écoles gouvernementales.

Le soussigné, Luc Petre s'est rendu en Inde pour visiter nos projets en février/mars.

Il a vraiment été ébloui par une



très belle réalisation de cette nature sous la direction de notre partenaire indien MUKTHA TRUST, dans plusieurs villages déshérités du Karnataka, à 200 Km à l'Est de Goa.

En juin 2016, nouvelle année scolaire en Inde, ce soutien restera aussi nécessaire que l'année passée, **je me permets donc de solliciter votre aide pour ce projet «Girls in the Front»**. (Les filles «drop out» sont plus nombreuses que les garçons)

But du projet : permettre à 250 enfants défavorisés et drop outs qui sont scolarisés dans les écoles très déficientes du gouvernement de rester à niveau et mieux, de pouvoir s'épanouir dans tous les domaines.

Moyens utilisés : Muktha Trust sélectionne une animatrice qualifiée dans chaque village, prête à recevoir les enfants chez elle (ou ailleurs) après la classe **pendant plus d'une heure du lundi au vendredi** pour

étudier, poser des questions ou transmettre un enseignement complémentaire au programme officiel (hygiène, histoire, environnement, musique, danse...).

Professionalisme :

- les villages ont été choisis après concertation avec les autorités locales ;
- les animatrices ont été choisies après screening et ont bénéficié d'un programme de préparation pendant 3 jours, chacune a reçu un aperçu de la situation particulière de son village ;
- création de «talent search clubs» ;
- sensibilisation à la propreté des villages par un concours inter villages ;
- organisation d'une visite médicale pour les enfants ;
- souci particulier des filles, des «slow learners» et des drop-outs.

Vu sur place : j'ai pu assister à plusieurs réunions, j'ai trouvé que les animatrices effectuaient un

excellent travail et que les enfants étaient très attentifs.

Budget 2016-2017 : il s'élève au total à 9.707 € pour 250 enfants.

Muktha Trust apporte une contribution locale de 2.067 €.

Différence demandée à ETM : **7.640€**, soit **30,56 € par enfant**.

J'ai vraiment été ébloui, j'espère que vous le serez aussi ! En mon nom, au nom de notre partenaire Muktha Trust et des 250 enfants concernés,

MERCI pour votre don (avec la mention «Muktha») ! ■

*Luc Petre,
administrateur*

EXONÉRATION FISCALE

A PARTIR DE 40 € SUR BASE ANNUELLE VOUS RECEVREZ UNE ATTESTATION FISCALE.
ETM est responsable du projet sur le plan juridique, administratif, financier et comptable. ETM a le droit de propriété juridique de la libéralité et décide de manière autonome de son affectation. (Ci. RH.26/567.400 concernant l'AR/CIR92)

Handtekening(en)
Signature(s)

**OVERSCHRIJVINGSOPDRACHT
ORDRE DE VIREMENT**

Bij invulling met de hand, één HOOFDLETTER of cijfer in zwart (of blauw) per vakje
Si complété à la main, n'indiquer qu'une seule MAJUSCULE ou un seul chiffre noir (ou bleu) par case

Gewenste uitvoeringsdatum in de toekomst / Date d'exécution souhaitée dans le futur	Bedrag / Montant	EUR	CENT
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Rekening opdrachtgever (IBAN) Compte donneur d'ordre (IBAN)	<input type="text"/>		
Naam en adres opdrachtgever Nom et adresse donneur d'ordre	<input type="text"/>		
Rekening begunstigde (IBAN) Compte bénéficiaire (IBAN)	BE570000399935		
BIC begunstigde BIC bénéficiaire	<input type="text"/>		
Naam en adres begunstigde Nom et adresse bénéficiaire	ENFANCE TIERS MONDE ASBL RUE DE L'ALBERTINE, 2 1000 BRUXELLES		
Mededeling Communication	<input type="text"/>		

L'éducation en Inde, un enjeu, un tabou

En Inde, la réalité éducative est celle d'un vis à vis entre, d'un côté, une vitrine d'élite produisant ingénieurs et informaticiens mondialement reconnus, formés au sein de hubs sur-financés et publicités par l'État et, de l'autre côté, celle de milliers d'écoles rurales dont la survivance dépend trop souvent de chaînes de solidarité.

En 2009, l'éducation est devenue un "droit fondamental", rendue obligatoire et gratuite par une loi visant à en "assurer l'accès à tous les enfants [entre 6 et 14 ans], quels que soient leur sexe et leur milieu social". Dans les faits, cette norme louable demeure largement ineffective. Le taux d'enfants non

scolarisés a continué à croître de 3 à 4 % sur les cinq dernières années (10 millions n'ont à ce jour jamais vu une salle de classe et 80 millions ne vont plus à l'école). L'égalité de genre n'a pas encore atteint la parité.

Il en résulte que l'éducation continue à être une vitrine de la cristallisation des inégalités sociales au sein de la 7ème puissance économique mondiale.

L'Inde a des ambitions et ne s'en cache plus. Brandissant les oripeaux de sa puissance nouvellement acquise, elle refuse désormais d'être vue comme pays émergent et elle a, à l'instar de son voisin chinois,

la capacité économique de dresser le voile sur ses inégalités. Les pays industrialisés, répondant aux sirènes du commerce mondialisé, se sont alignés sur son désir d'être retirée de la liste des aires nécessitant une aide au développement. Derrière cet effet d'annonce, ce sont à nouveau les plus démunis qui se retrouvent sacrifiés sur l'autel de la gloire nationale.

En cela, l'action d'Enfance Tiers Monde et de ses partenaires est plus que jamais nécessaire afin d'y soutenir les projets de scolarisation à destination des plus démunis. ■

Pierre-Yves Lahaye



Lorsque vous faites un don, ETM note vos données dans sa base de données afin de mieux vous informer. Conformément à la loi du 8 septembre 1992 sur la protection de la vie privée, il vous est possible de consulter ces données, de les modifier ou de les faire biffer. Nous ne donnons pas vos données à d'autres organisations.

Si vous souhaitez apporter une aide régulière et éviter les paiements manuels, nous vous invitons à nous envoyer le formulaire d'ordre permanent ci-après signé, tout en précisant votre organisme bancaire :

.....

Veillez verser tous les mois la somme de € de mon compte n° au profit du compte **BE57 0000 0399 9935** de Enfance Tiers Monde, 2 Place de l'Albertine, 1000 Bruxelles.

Je me réserve le droit d'annuler ou de modifier cet ordre à tout moment.

Nom Prénom

Rue N°

Code postal Localité

Date Signature

Si vous souhaitez nous faire un don par testament, vous pouvez prendre contact avec nos bureaux ou avec le notaire de votre choix.

C.C.P. BE57 0000 0399 9935

de l'A.S.B.L. ENFANCE TIERS MONDE

Place de l'Albertine, 2 - 1000 Bruxelles - Tel. 02 503 11 53 - Fax 02 513 20 66

E-mail : etm.kdw.brussels@skynet.be - www.enfantiersmonde.be

Pour le Grand-Duché de Luxembourg : IBAN LU741111026190970000 de Enfance Tiers Monde A.S.B.L.

PARTAGEONS NOS JOIES....



Nombreux sont celles et ceux qui soutiennent nos projets par des initiatives privées, lors de fiançailles, mariages, anniversaires de mariage et tous les grands événements de leur vie. Nous vous invitons d'en faire de même et vous en remercions.

Collaboration

- | Danielle Kegels
- | Pierre-Yves Lahaye
- | Luc Petre
- | Johanna Vandamme